

Procès-verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 12 juillet 2017

Séance n° 2017_6



Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le douze juillet deux mille dix-sept, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

VOIRIE - BATIMENTS - CIMETIERE

- Assistance à Maitrise d'ouvrage pour assurer le lancement de l'appel d'offre et le suivi du chantier de la toiture de l'école élémentaire
- Travaux de l'église – Demande de subvention
- Règlement du cimetière
- Appel d'offres voirie VC n°207

FINANCES – PERSONNEL

- Maisons fleuries
- Reconduction d'un poste d'Adjoint Technique en Contrat Unique d'Insertion à 24 h / 35 h
- Création d'un poste d'ATSEM

ASSAINISSEMENT

- Décision modificative n°1

QUESTIONS DIVERSES



Présents : (16) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1^{er} Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2^{ème} Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3^{ème} Adjoint), Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Irène FIORAZZO, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, Jean Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, David RAYMOND, Francis VITRAS.

Absents excusés : (3) : Mmes Michèle BILLIER (4^{ème} Adjoint ayant donné pouvoir à Mme PICQ), Valérie CHAMBOUNAUD (ayant donné pouvoir à M. CADUSSEAU), M. Eric GOUDONNET (ayant donné pouvoir à M. DEBET).

Monsieur Emmanuel MOULIN est désigné Secrétaire de séance.

Le compte-rendu de la dernière séance du 7 juin 2017 a été transmis par mail à chaque conseiller le 1^{er} juin 2017. Madame le Maire demande aux membres présents s'il y a lieu de relever des observations sur celui-ci.

Le compte rendu, soumis au vote, est approuvé par l'ensemble des élus.

Mme Le Maire informe les membres du Conseil Municipal que cette séance est enregistrée

Information des décisions prises en application de l'article L. 2122.22

Du Code Général des Collectivités Territoriales

Madame le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :

Vu l'article L. 2122- du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délégation accordée à Madame le Maire par délibération du Conseil Municipal N° 20140401 en date du 11 avril 2014

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de cette délégation

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

Numéro de décision	Date	Objet
ARRETES		
2017-098	09/06/2017	Arrêté réglementant la circulation
2017-099	12/06/2017	Arrêté réglementant la circulation
2017-100	12/06/2017	Arrêté réglementant la circulation
2017-101	16/06/2017	Arrêté réglementant le stationnement
2017-102	20/06/2017	Arrêté réglementant la circulation
2017-103	21/06/2017	Arrêté de permission d'occupation du domaine public
2017-104	21/06/2017	Arrêté de non opposition DP
2017-105	21/06/2017	Arrêté de non opposition DP
2017-106	08/07/2017	Arrêté d'annulation d'une manifestation culturelle
2017-107	11/07/2017	Arrêté PC modificatif
2017-108	12/07/2017	Arrêté d'attribution d'une NBI
2017-109	11/07/2017	Arrêté d'attribution d'une NBI
2017-110	12/07/2017	Arrêté d'avancement d'échelon
DECISIONS		
	14/06/2017	Acquisition de 4 vidéoprojecteurs, 4 ordinateurs portables et licence Microsoft office pour l'école (9 968,29€)
	14/06/2017	Signature d'un devis de la société Paramat pour l'acquisition d'électrodes défibrillateur (209,94€)
	14/06/2017	Signature d'un contrat Berger Levrault triennal pour la signature électronique des élus (1 386€)
	19/06/2017	Acquisition d'un coffret électrique mobile (demande du comité des fêtes 900,11€)
	22/06/2017	Signature d'un contrat Véritas annuel pour la vérification des installations et équipements techniques du centre de soins (468€)
	22/06/2017	Acquisition de rideaux pour l'école (315€)

	22/06/2017	Signature d'un devis de la société BOUCAUD pour la réfection de la toiture de la salle des associations suite à l'accord de l'assurance (1 674€)
	29/06/2017	Convention de mise à disposition d'un ordinateur portable au régisseur du Vox
	29/06/2017	Signature d'un devis de la société Reflechi Son pour l'acquisition de matériels de sonorisation pour la salle du Vox (342,74€)
	30/06/2017	Diffusion des annonces pour les marchés de voirie 2017 et de la mise en conformité de la station d'épuration (627,86€)
	03/07/2017	Signature d'un devis de la société Buro Partner pour l'acquisition d'un enregistreur numérique portable (310,80€)
	04/07/2017	Signature d'un devis pour une prestation de protection pour la manifestation Musico Lac (Annulée)
	06/07/2017	Signature d'un devis de la société Drakkar pour une prestation de protection pour la fête locale (771,07€)



Délibération n° 20170712-01 – Toiture école élémentaire – recours à une assistance à Maîtrise d'ouvrage

Discussion :

Monsieur MOULIN exprime son désaccord sur cette délibération et informe le Conseil Municipal qu'en cas de recours à une assistance à la maîtrise d'ouvrage, un tract sera distribué aux administrés. Selon lui, les élus devraient être en mesure d'effectuer la mission de maîtrise d'ouvrage ; ils sont notamment indemnisés pour cela. Il conteste les textes de lois précisés dans le projet de délibération en indiquant qu'ils ne s'appliquent pas à ce genre de travaux qu'il considère être de la maintenance alors que les textes indiqués sont liés à la conception d'ouvrages. Mme Le Maire n'est pas d'accord sur son interprétation et fait lecture des textes en ajoutant que ce n'est pas de la maintenance. Monsieur MOULIN demande que cette délibération soit soumise au vote secret et présente des bulletins de vote laissant le choix aux élus de financer cette demande sur le budget communal via un compte dédié, ou en déduction des indemnités d'élus, attendu qu'ils ne souhaitent pas assumer ce travail. Madame le Maire refuse d'utiliser ces bulletins considérant les indications qu'ils contiennent. Finalement Monsieur MOULIN donne des bulletins de vote Oui ou Non.

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et notamment l'article 7,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment l'article 35 bis relatif à l'obligation d'identifier une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation,

Madame le Maire propose de recourir à une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour assurer le lancement de l'appel d'offre et le suivi du chantier de la toiture de l'école élémentaire.

En effet, ce recours se justifie par le besoin de compétences spécifiques pour la bonne réalisation de ce projet et le souci de respecter les exigences fortes, notamment en termes d'environnement, de réglementation et de sécurité.

Après en avoir délibéré, à bulletin secret, à la demande de M. MOULIN, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye

- **Autorise** Mme Le Maire à déclencher une consultation en vue de choisir une Assistance à Maître d'Ouvrage pour assurer le lancement de l'appel d'offre et le suivi du chantier de la toiture de l'école élémentaire

VOTE : Pour : 11 Contre : 8 Abstention : 0



Délibération n° 20170712-02 – Eglise SAINT CHRISTOLY DE BLAYE – Demande de subvention

Discussion :

Madame Le Maire précise que l'association pour la restauration et l'entretien de l'église devrait effectuer un don à hauteur de 3 000€ dans le cadre de ces travaux et précise également que la Commune doit être porteur du projet pour que ce dernier puisse obtenir des subventions plus importantes.

Madame Le Maire expose :

Dans le cadre du projet de réhabilitation de l'église de Saint Christoly de Blaye et après les études réalisées par Mme BALLION, Architecte du Patrimoine correspondant synthétiquement à la rénovation des façades extérieures ouest et sud, à la rénovation du mur intérieur sud, à la reprise de peintures murales, au remaniement des tuiles, consolidation de la sablière de la charpente à la réhabilitation du paratonnerre et à la restauration de vitraux sud, il appartient au Conseil Municipal de voter le plan de financement suivant, autoriser le maire à solliciter une subvention auprès des différents partenaires et signer la convention de maîtrise d'œuvre avec Madame Evelyne BALLION, architecte du patrimoine en charge du suivi architectural et technique du projet depuis son origine.

Tranche ferme est estimée à :		13 851,00€ HT
Tranche conditionnelle 1 est estimée à :		55 757,00€ HT
Honoraires de maîtrise d'œuvre tranche ferme :		1 385,10€ HT
Honoraires de maîtrise d'œuvre tranche conditionnelle 1 :		5 575,70€ HT
Total HT		76 568,80€ HT
Total TTC		91 882,56€ TTC
Commune de St Christoly de Blaye	36,94%	28 284,80€ HT
Etat / DRAC	15%	11 485,00€ HT
Région	15%	11 485,00€ HT
Conseil Départemental	20%	15 314,00€ HT
Programme Leader	13,06%	10 000,00€ HT
Soit		76 568,80€ HT

Le Conseil Municipal, et après avoir délibéré et à l'unanimité approuve le plan de financement des travaux de l'Eglise de Saint Christoly de Blaye et autorise Madame Le Maire, une fois les aides obtenues, à signer le marché et ce après mise en concurrence.

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20170706-03 – Approbation du règlement du cimetière et de ses annexes

Discussion :

Madame ANCELOT demande si les dimensions des concessions ont été revues. Mme Le Maire précise que le règlement a été soumis aux pompes funèbres et qu'à ce jour, il n'a pas fait l'objet de remarque mais qu'il est modifiable. M. RAYMOND s'interroge sur la pertinence d'indiquer des horaires dans le règlement intérieur et sur la manière de les faire respecter. Mme Le Maire répond qu'il s'agit d'une obligation. Les horaires seront adaptés en fonction de saisons (été, hiver).

Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2213 et suivants;

Vu le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2223 et suivants;

Vu le Code Pénal notamment les articles 225-17, 225-18 et R. 610-5;

Vu le Code Civil, notamment les articles 78 et suivants;

Vu la Loi 93-23 du 8 janvier 1993;

Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008, relative à la législation funéraire;

Vu la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, modifiant en partie le code général des collectivités territoriales, le code civil et le code de procédure pénale;

Vu le décret n°95-653 du 9 mai 1995 portant règlement national des pompes funèbres;

Vu le décret n°2011-121 du 28 janvier 2011, relatif aux opérations funéraires;

Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité, la salubrité, la tranquillité publique, le maintien du bon ordre et de la décence dans le cimetière,

Le conseil municipal est amené aujourd'hui, à approuver et à autoriser Mme le Maire à signer le nouveau règlement du cimetière communal et ses annexes (joint en annexe).

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **Approuve** le règlement du cimetière communal et ses annexes (joint en annexe)
- **Prend acte** que ce règlement sera applicable à compter du 17 juillet 2017
- **Autorise** Mme Le Maire à le signer

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20170712-04 – Appel d'offres : Travaux de Voirie sur la Voie Communale 207 (busage de l'accotement)

Madame le Maire rappelle le choix de la Commission « voirie – urbanisme » d'effectuer les travaux de voirie sur la Voie Communale 207 (busage de l'accotement)

Madame Le Maire précise qu'une somme a été prévue au budget communal 2017 pour la réalisation de ces travaux.

Madame le Maire, demande au Conseil son accord pour lancer l'appel d'offres pour la réalisation de ces travaux.

Le Conseil, après en avoir délibéré

- **Autorise** Madame le Maire à lancer l'appel d'offres
- **Décide** d'admettre la dépense en section d'investissement, à l'article 2315, à l'opération 10001 du budget communal.

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20170706-05 – Bons d'achat pour les lauréats des maisons fleuries

Le jury des Maisons Fleuries a attribué 35 récompenses aux habitants qui participent à l'embellissement de la commune.

Sur proposition de la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 29 juin, Madame le Maire propose au conseil municipal d'attribuer un bon d'achat de 20 € à la jardinerie PICQ à Saint-Savin aux personnes suivantes :

M. Mme Bermejo Christian/Cathelineau
M. Mme Theret Henri/28 Rabut
Mme Guillot Catherine/17 Rabut
M. Mme Lacaussague Jean/ L'étang (gîte) 8, La Perotine
M. Mme CONSTANT Alain Le Maine Blanc
M Heugas Christian/10 La Mussette
M. FAVRE d'ECHALLENS Jean/ 1, Moumas
Mme Célonie Margarete / 3 bis, La Vergnée
Mme NAU Claudine/ 3 Raclet

M. Mme Devautour André /17, Les Denis
M. Mme Piouceau Jean-Claude /5 quérion
M. Mme Baduel Serge /26 rte de st savin
Madame Josiane RENON / 15 Rabut
M. Mme GOUDEMONT Jean-Louis 10, Place de l'Eglise
M. Mme CACERES Stéphane / 2, Grillots
M. Froget Alain/5 Coffin
Mme Denoyelle Jacqueline/17 chante oiseaux
Mme Fourestier Bernadette / 21 chante oiseaux
Mme Elias Michèle/ 4, rue Mattus Pundick Fontaine de Canac
Mme Boucaud Mauricette/46 rue de la gare
M. Mme DEVAUX Maxime/40 rue de la gare
M. Mme SEBILLEAU Fernand/10 Chauvin
M. Mme PETIT Jean-Pierre / 1 le Jard de Bourdillas
M. Mme DUCROT /2 terrier des cabanes
Mmes Roberts Ann et LOPEZ Jemma 1, Bavolier
M. Mme SEVERIN Alain /35 rue de la gare
M. Mme VITRAS Robert /29 l'aiguille
M. MORAL Francis /1 Terrier des cailloux
M. Mme COUSTAL Christian /1 Montauban
Mme Wemeaux Sylvie/ 8, Avenue Paul Arnaudin M.LE BRAZIDEC Adrien
M. Mme LAFON Jean-Claude /14 chauvin
M. Mme DEVAUX Norbert /8 Chauvin

M. Mme GAERTNER Robert/ 1, Souche d'Ormeau
M. Mme Dumas Philippe /1 Bellevue
M. Mme SAURA Marcel/ 2 Morisseau

Ces bons d'achat seront valables jusqu'au 30 avril 2018.

Les lauréats présenteront leur bon d'achat à la jardinerie PICQ qui adressera à la commune une facture au 31 décembre 2017 et une autre au 30 avril 2018.

La dépense correspondante de 700€ sera affectée au 6232 « Fêtes et cérémonies ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal valide l'attribution des prix.

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20170712-06 – Reconduction d'un Contrat Unique d'Insertion dérogatoire 4^{ème} année, à 24/35^e, au 1^{er} septembre 2017

Après avis favorable de la Commission Communale « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 29 juin 2017, Mme le Maire propose au Conseil Municipal de renouveler pour une quatrième année, le Contrat Unique d'Insertion d'un agent affecté au restaurant scolaire et à l'entretien des locaux, à temps non complet à raison de 24/35^e.

Compte tenu de son âge, l'agent peut correspondre aux critères définis par Pôle Emploi pour une reconduction dérogatoire d'un an de plus, qui couvrirait la période du 1^{er} septembre 2017 au 31 août 2018. Les formalités sont à effectuer auprès de Pôle Emploi dès que la délibération sera exécutoire.

Vu les délibérations du Conseil Municipal n° 20140701 en date du 02 juillet 2014, n° 20150513-05 en date du 13 mai 2015 et n°20160622-07 en date du 22 juin 2016 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide de renouveler un poste d'agent technique affecté aux services périscolaires dans le cadre du dispositif « contrat Unique d'Insertion »
- Précise que la durée hebdomadaire de travail est fixée à 24/35^{ème} ;
- Conclut que ce contrat sera établi sur une période d'une année, commençant le 1^{er} septembre 2017 et se terminant au 31 août 2018 ;
- Indique que la rémunération sera fixée sur la base du Smic horaire ;
- Autorise Mme le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaire avec Pôle Emploi.

Vote Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20170712-07 – Délibération portant création au tableau des effectifs d'un poste d'ATSEM

Discussion :

Madame Le Maire précise qu'il ne s'agit pas d'un recrutement d'un nouvel agent mais de la transformation d'un poste d'adjoint technique. L'agent qui sera nommé exerce déjà les fonctions d'ATSEM mais n'a pas le grade. Mme BELLUE souhaite connaître les critères qui seront retenus pour faire le choix. Mme Le Maire répond que les critères seront débattus en commission courant août.

Pour répondre à la question de M. MACEIRA, Mme le Maire informe le Conseil Municipal qu'aucun agent exerçant actuellement les fonctions d'ATSEM n'a le concours. M. MACEIRA suggère de leur demander de se présenter au concours ce à

quoi Mme Le Maire répond qu'elles l'ont déjà fait sans réussite. M. MACEIRA souhaite connaître les projections de l'effectif scolaire pour l'année 2017-2018 qui seront stables selon Mme Le Maire.

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°92-850 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents territorial spécialisé des écoles maternelles ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 précitée ;

Considérant que l'article R412-127 du Code des Communes précise que toute classe maternelle doit bénéficier des services d'un agent communal occupant l'emploi d'agent spécialisé des écoles maternelles,

Considérant le texte de la Direction des Collectivités territoriales qui indique sans imposer aux mairies, une ATSEM par école de 1 à 2 classes avec un effectif égal ou inférieur à 40 enfants par classe,

Sur le rapport de Madame le Maire devant la Commission « Finances – Gestion du Personnel » qui s'est réunie le 29 juin 2017, et qui a convenu de la nécessité de la création de cet emploi ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

Décide, sous réserve de l'accord du Comité Technique Paritaire

- la création au tableau des effectifs de la Commune d'un poste d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2^{ème} classe rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;
- ledit poste est créé pour une durée hebdomadaire de **28 h 44** à compter du **1^{er} septembre 2017** ;
- l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune ;

VOTE : Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20170712-08- Budget Assainissement – Décision Modificative Budgétaire n°1/2017

Mme le Maire expose qu'il convient d'effectuer une décision modificative budgétaire afin de pouvoir procéder aux écritures d'amortissement non prévues au budget primitif

Cette décision modificative budgétaire a été vue en Commission Communale « Finances / Gestion du Personnel », en date du 29 juin 2017.

Le Maire fait donc part à ses collègues des propositions transcrites dans le tableau suivant :

Désignation	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT		
D 6811 (chapitre 042) : Dotation aux amortissements	841,00 €	
R 70611 (chapitre 70) : Redevance assainissement collectif		841,00 €
TOTAL	841,00 €	841,00 €
INVESTISSEMENT		
D 2156 (chapitre 21) : Autres	841,00 €	
R 2803 (chapitre 040) : Frais d'études		810,00 €
R 28158 (chapitre 040) : Autres		31,00 €
TOTAL	841,00 €	841,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De voter la Décision Modificative Budgétaire ainsi transcrite.

Votes Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0



QUESTIONS DIVERSES

1. Comme s'y étant engagée lors du précédent Conseil Municipal, Mme Le Maire confirme le coût de la sculpture contemporaine « les Fûts » et notamment la main d'œuvre municipale valorisée à 10 jours soit 10/30^{ème}.

SCULPTURE DE LA GARE

fournisseurs	TTC	désignation
MAISON DES ARTISTES	165.00	ARTISTE
CORDOBA GRAVURE	228.00	2 PLAQUES GRAVEES
CHAUSSON	78.60	BORDURES CIMENT
EURALIS	257.94	TOILE PAILLAGE
BIANCHINI	57.09	PLANTATIONS
Matériaux nord blayais	35.51	bois coffrage
KHILIM	37.08	FLYERS
UNIBETON	572.82	
FABIEN MATERIAUX	421.42	Ferraille / vernis / agglos / ciment
WURTH	175.78	DISQUES / ELECTRODE SOUDURE
VIVIEN	906.92	
RENON	806.50	
TOTAUX	3742.66	

2. Saisie du Préfet LNG. Considérant que LNG n'a pas répondu à la contre-proposition, le Préfet sera saisi pour régler le dossier.
3. Fermetures estivales du secrétariat de Mairie et nouveaux horaires à compter de septembre 2017. Le secrétariat de mairie sera fermé tous les après-midis entre le 17 juillet et le 18 août 2017.
A compter du 15 septembre, le secrétariat fermera à 17h. Les administrés pourront toujours convenir d'un RDV s'ils rencontrent des difficultés pour venir durant les plages d'ouverture de la Mairie.
4. Procédure de convocation du Conseil Municipal. Après concertation avec les élus présents, il est décidé que les prochaines convocations seront adressées au moyen d'un simple message électronique et l'envoi sur la plate-forme sera abandonné.
5. Prochain Conseil Municipal : mercredi 02 août 2017 à 20h30.
6. Commission d'appel d'offres (marchés voirie et station d'épuration) 27 juillet 2017 à 14h.
7. Réunion avec la BDP au sujet de la nouvelle convention de partenariat : 24 août 2017 à 14h. Les élus qui le souhaitent peuvent y participer et les membres de l'association seront invités.
8. Distribution du journal municipal début septembre. M. MACEIRA souhaite se désengager. Son secteur de distribution sera assuré par un autre membre, à définir, du Conseil Municipal.
9. Le nouveau Sous-préfet prend ses fonctions le lundi 24 juillet à 11h à Blaye au monument aux morts.
10. Réforme des rythmes scolaires. Mme Le Maire fait part aux membres du Conseil Municipal du courrier du DASEN relatif aux nouveaux rythmes scolaires. Ces derniers seront étudiés en concertation pour la rentrée 2018-2019. Rien ne change pour la rentrée de septembre 2017.
11. Mme Le Maire informe le Conseil Municipal de la fermeture temporaire du bureau de poste, suite au recul involontaire d'un véhicule dans la porte. Dans l'attente d'un point provisoire qui sera installé chez un commerçant de St Christoly, choisi par la poste, toutes les opérations se font à St Savin.
12. Remerciements (harmonie des hauts de Gironde – collège Vauban – Association Simaproduct – Education nationale)

Autres QUESTIONS DIVERSES

13. Monsieur CADUSSEAU fait part de dépôts sauvages près des containers aux lieux dits Rabut, La Gare et La Gache. Après discussion il conviendra de demander la possibilité d'effectuer des ramassages exceptionnels et de mettre en place des panneaux « dépôts d'ordures interdits ». Il est également évoqué l'installation de la caméra communale sur ces zones afin d'identifier les responsables de ces incivilités.
M. MACEIRA rajoute que lors de l'expo photos, plusieurs participants ont ramassé des déchets à plusieurs endroits et regrette l'état de non propreté de la commune.

Sur le même thème, il est souligné le manque de poubelles aux lacs. En raison d'une panne du nouveau matériel du site, les agents communaux ont dû intervenir aujourd'hui sur ces lieux et ramasser plus de 100kgs indique M. DEBET

14. Monsieur MOULIN revient sur la dernière réunion de la CLECT au cours de laquelle, le versement annuel de 83 322€ similaire à la dotation de LNG a été validé. Il précise que cela fait débat car certaines communes historiques de la communauté de communes de Blaye se sentent lésées par cette attribution. Monsieur MOULIN regrette que Madame BAUDE, déléguée titulaire ne l'ai pas prévenu de son absence et que son pouvoir ait été confié à un autre membre communautaire de la commune de Générac alors que Monsieur MOULIN est suppléant élu par le Conseil Municipal de St Christoly de Blaye. Madame BAUDE répond que, suite à un imprévu professionnel, elle a informé le service administratif de la CCB de son absence et du pouvoir qu'elle donnait, qu'elle n'a pas les coordonnées téléphoniques de Monsieur MOULIN sur son lieu de travail et qu'elle jugeait cette polémique inutile et malvenue. Madame Le Maire intervient en indiquant qu'elle soutient Madame BAUDE dans sa démarche et en précisant à Monsieur MOULIN qu'il ne lui a pas été fait de reproche lorsqu'il a donné, le 22 mars 2017 un pouvoir au Président de la CCB. Monsieur MOULIN juge discourtoise cette remarque en rappelant qu'il est conseiller communautaire suite à un vote démocratique, donc il donne ses pouvoirs à un membre de l'assemblée concernée. Dans le cas présent, un suppléant a été désigné par vote à bulletin secret au sein du Conseil Municipal et il convenait donc de le solliciter en priorité.
15. Il a été porté à la connaissance de Monsieur MOULIN, la présence de rongeur le long de la voie SNCF, au niveau de la gare et de la métairie de Dubraud, qui n'est pas entretenue malgré un courrier de la commune. Cette voie était toujours propriété de la SNCF, un nouveau courrier de demande d'entretien sera adressé aux services concernés.
16. Monsieur MOULIN signale la présence de trous sur la voirie communale au lieu-dit Chauvin signalés lors du dernier Conseil Municipal. Les services techniques sont en campagne d'enrobés et vont intervenir sous peu selon Monsieur DEBET.
17. Monsieur MOULIN doit relancer un sondage auprès des membres du comité des fêtes pour fixer l'heure de la réunion préparatoire à la fête locale. Les personnes concernées ayant une activité professionnelle, il leur est difficile d'être présentes à 17h. Mme Le Maire avait noté comme une confirmation le 18/07 à 17h suite au rappel de la tenue de ce rendez-vous avec les référents du comité des fêtes. En revanche, elle n'a pas imposé 17h mais un horaire raisonnable compte tenu de la présence indispensable du policier municipal.
18. Madame BELLUE fait part du décollement du gravier sur les bandes du parking du centre de soins. Ces graviers risquent à terme d'obstruer les caniveaux. Monsieur DEBET est conscient du problème et se charge de contacter le maître d'œuvre LNG.
19. Monsieur VITRAS a remarqué un dépôt de branches dans le fossé en limite de St Christoly / St Girons. Les services techniques se rendront sur place.
20. Le rendez-vous est fixé à 9h le 18 juillet pour le nettoyage de la salle Courade. Monsieur BERLINGER fait part de ses besoins logistiques.

La séance est levée à 22 h 30

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal	
Séance 2017_06 du 12 juillet 2017	
<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme PICQ Murielle, Maire	
M. DEBET Daniel, Premier Adjoint	
Mme BAUDE Stéphanie, Second Adjoint	
M. GRIMEE Bernard, Troisième Adjoint	
Mme BILLIER Michèle, Quatrième Adjoint	Pouvoir à Mme PICQ
Mme ANCELOT Odette, Conseillère Municipale	
Mme BELLUE Marie-Claude, Conseillère Municipale	
Mme BERLEMONT Valérie, Conseillère Municipale	
M. BERLINGER Thomas, Conseiller Municipal	
M. BERNY François, Conseiller Municipal	
M. CADUSSEAU Bruno, Conseiller Municipal	

Mme CHAMBOUNAUD Valérie, Conseillère Municipale	<i>Pouvoir à M. CADUSSEAU</i>
Mme FIORAZZO Irène, Conseillère Municipale	
M. GOUDONNET Eric, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à M. DEBET</i>
M. MACEIRA Jean-Marie, Conseiller Municipal	
M. MOULIN Emmanuel, Conseiller Municipal	
M. RAYMOND David, Conseiller Municipal	
M. VITRAS Francis, Conseiller Municipal	
Mme VIRUMBRALES Géraldine, Conseillère Municipale	